

Zeitschrift: Werk, Bauen + Wohnen
Herausgeber: Bund Schweizer Architekten
Band: 72 (1985)
Heft: 10: Tägliche Freizeit = Loisirs quotidiens = Daily Leisure

Artikel: Habitation et habitants
Autor: Bassand, Michel / Perrinjaquet, Roger
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-54836>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Habitation et habitants

Dans le numéro de septembre, nous avons publié l'exposé du Professeur Jean-Pierre Junker, chargé des cours de sociologie à la faculté d'architecture de l'Ecole polytechnique de Zurich, présenté lors de la réunion de la F.A.S. sur le thème de «L'habitat». Dans le présent numéro, nous publions celui du Professeur Michel Bas-sand.

1. Pour une définition sociologique de l'habitation

Qui ne connaît pas les analyses étymologiques et les propos philosophiques de Heidegger sur le verbe habiter? Chacun se souvient de cette réflexion par laquelle Heidegger démontre, d'une part, la rupture contemporaine entre habiter et loger et, d'autre part, le rétrécissement considérable à notre époque de la signification courante du verbe habiter. Sornettes, diront d'aucuns: tout cela est bien intéressant, mais ça n'a plus aucun sens à notre époque.

Nous sommes d'un avis opposé et celui-ci est fondé non plus sur une réflexion philosophique, mais sur un nombre important de recherches scientifiques en sciences sociales. Elles donnent un sens contemporain aux intuitions de Heidegger. Faisons rapidement le point.

L'habitation renvoie à une pluralité de dimensions qu'il convient de soigneusement distinguer sans les séparer. Nous en observons au moins trois:

1. le bâtiment lui-même;
2. les pratiques relatives à l'habitation et leurs acteurs;
3. les représentations relatives à l'habitation et leurs acteurs.

Evidemment s'impose d'abord la dimension matérielle de l'habitation: c'est l'articulation savante et pragmatique de matériaux, de techniques, d'appareils de toutes sortes. Ensuite, s'impose ce que nous appelons en sociologie les acteurs. En simplifiant nous distinguons deux grands types: d'une part le nombre très considérable de professions qui par leurs pratiques et leurs représentations conditionnent et structurent l'habitat et l'habitation, mais d'autre part tous les individus et les ménages, c'est-à-dire les habitants, qui engagés dans des rapports sociaux – en termes notamment de classes sociales, de classes d'âge, de rapports hommes/femmes – développent des pratiques

et des représentations d'appropriation de l'espace et eux aussi façonnent l'habitation. La séparation de ces deux grands types d'acteurs est loin d'être aussi nette que nous pouvons le laisser entendre. Les habitants eux aussi participent à la conception et à la production de leur habitation, certes dans une moindre mesure que les premiers. Une grande question est de déterminer si en ce domaine leur rôle peut être élargi et de quelle manière. Ces deux grands types d'acteurs ne se manifestent pas seulement par des pratiques, ils élaborent encore des représentations et des discours sur le passé et le futur de l'habitation, des projets, des aspirations, des normes, des valeurs. Cette troisième dimension influence de manière très significative les pratiques, mais aussi la matérialité de l'habitation.

Parfois, il y a correspondance entre l'habitation dans sa matérialité, les pratiques des acteurs et leurs représentations. Le plus souvent pourtant des contradictions prédominent dans les relations entre ces trois dimensions, parce que les acteurs sont socialement différenciés et parce que les immeubles, les pratiques et les représentations ne se sont pas produits, développés et élaborés simultanément. Le facteur temps génère donc des discordances et des inadaptations entre pratiques, représentations et domaine construit.

Cette approche est trop sommaire pour rendre compte de la complexité de l'habitation. Une deuxième approche en termes de logiques est utile. Nous voulons dire par là que l'habitation obéit à des systèmes, des procédures, des dynamiques qui de fait ne sont jamais isolées les unes par rapport aux autres. Pourtant souvent certains acteurs s'identifient tellement à l'une ou l'autre de ces logiques qu'ils en viennent à ignorer les autres. De ce fait, ils appauvrissent l'habitation et plus encore ils la pervertissent.

Dans un premier temps nous distinguons cinq logiques que nous présentons selon un ordre qui se veut exclusivement didactique.

La logique économique

Elle est archiconnue et d'une importance considérable. Elle considère l'habitation surtout sous son aspect matériel. L'habitation est un bien économique qui est produit, vendu, loué. Elle implique la mise en œuvre de capitaux, de facteurs de production, de main-d'œuvre, de sol,

de matériaux, de technologies et à chacune de ces mises en œuvre correspondent des acteurs très spécifiques. Ces mises en œuvre comportent une succession d'opérations complexes et longues, qui sont articulées à des branches économiques très diverses. Elles nécessitent des procédures de programmation, de rationalisation et de planification privées et publiques de plus en plus importantes. Dans les sociétés contemporaines les marchés de l'habitation constituent une part très importante de la structure économique. L'investissement dans l'espace construit représente plus de la moitié du capital fixe de la Suisse, donc immobilise une part considérable du capital disponible. Le nombre de travailleurs impliqués dans la construction fait de cette branche d'activité un secteur décisif du marché de l'emploi.

La logique sociale

Les habitants d'une société sont hiérarchisés en termes de richesses et de revenus, de niveau culturel et de pouvoir. Ils sont par ailleurs engagés dans des rapports de classes d'âge, dans des relations hommes/femmes, dans des rapports de groupes interculturels. Ce système très complexe de différences et d'inégalités génère des dynamiques sociales et des processus identitaires importants. L'accès à une qualité donnée d'habitation ainsi que les modalités d'appropriation de l'espace résidentiel dépendent largement de la position du ménage dans la structure sociale. Ainsi, l'habitation est l'indice du statut social du ménage qui l'occupe. Plus encore, l'habitation et ses prolongements contribuent à façonner l'image de soi, c'est-à-dire l'identité de l'habitant. Non seulement les habitants expriment par leur logement leur position sociale, mais souvent aussi ils utilisent leur habitation pour désigner à autrui et à eux-mêmes le statut social auquel ils aspirent accéder: l'habitation est ainsi un atout important dans les stratégies de changement des habitants.

En même temps les modes d'habiter renvoient à des normes sociales, à des habitudes et participent à une transmission sociale des valeurs et des comportements. L'habitation s'avère jouer un rôle déterminant dans la vie de chacun. L'univers de socialisation qu'il constitue au cours de l'enfance fait de la structuration de l'espace domestique et résidentiel une dimension profonde de la personnalité des membres de chaque ci-

vilisation. En cela, malgré d'importants changements dans les conditions de vie, les modes de vie, et à plus forte raison les modes d'habiter, ne sont pas directement soumis au processus de transformation de la société.

Ajoutons que la logique sociale articulée à la logique économique contribue à organiser l'espace des collectivités territoriales de voisinage et de quartier. Elles commandent largement les multiples formes de ségrégation sociale, économique, démographique, ethnique.

La logique relationnelle, communicationnelle et participative

L'habitation est un abri pour ses occupants contre d'autres hommes, de même elle contribue à mettre les hommes en relation ou au contraire à les isoler. Aussi l'habitation est aménagée selon la structure sociale de la collectivité favorisant plus ou moins la circulation de l'information d'une part, entre ses occupants (jeunes/vieux, hommes/femmes), et, d'autre part, entre ses habitants et le reste de la société. En d'autres termes, l'habitation est un facteur parmi de nombreux autres qui permet aux membres du groupe qu'il abrite de communiquer entre eux et avec un environnement plus ou moins immédiat: voisinage, quartier, région, mais aussi avec la société tout entière. Que cette communication soit face à face ou médiatisée importe peu ici. En bref, l'habitation est un stimulant ou un obstacle à la participation des individus et des groupes aux dynamiques microsociales et sociétales.

La logique fonctionnelle

L'habitation est un abri protégeant les personnes et les ménages. C'est un abri contre le climat et contre les autres hommes. Il permet aux ménages de se recréer biologiquement, socialement et psychologiquement, de se reposer, de consommer, de se cultiver, d'éduquer. L'habitation et le ménage correspondant impliquent donc une dynamique endogène articulée à des processus exogènes. Par rapport à ces activités et selon un modèle culturel donné, la logique fonctionnelle met en œuvre une grande diversité de matériaux, des conceptions architecturales, des techniques constructives, des dispositifs techniques, énergétiques, sanitaires et communicationnels. Les uns et les autres contribuent à organiser un sys-

tème d'ouverture et de fermeture régulant l'entrée et la sortie d'airs, d'eaux, d'odeurs, de sons, des déchets, d'énergies, de lumières et d'informations indispensables au fonctionnement du ménage. Cette logique comporte de nombreux prolongements dans le voisinage, dans le quartier et dans la collectivité territoriale plus vaste. Ajoutons que cette logique fonctionnelle articulée aux fonctions susmentionnées débouche sur des questions de confort, de sécurité, d'hygiène et de santé.

La logique culturelle

Nous définissons la culture de manière large incluant bien sûr l'art. C'est un système de signes, de symboles, de modèles, de normes et de valeurs spécifiques à une société ou à une collectivité territoriale. Ce système permet à ses membres de s'exprimer, d'agir en commun, d'interpréter le monde social, physique et biologique, de s'y situer, c'est-à-dire de se façonner une identité.

De nombreuses recherches démontrent que la culture donne forme à l'habitat et qu'habiter est une action culturelle par excellence. D'aucuns, pessimistes, pensent que la rationalité qui structure les sociétés occidentales a supprimé cette logique culturelle. Il n'empêche pas que l'habitation contemporaine et ses prolongements sont profondément marqués par un modèle culturel que nous résumons en trois termes: privatisation, individualité et intimité. Ce modèle varie d'une civilisation à l'autre et a connu des transformations rapides. Il définit notamment la distance sociale entre individus et se trouve de fait étroitement lié à l'agencement spatial des habitations. L'affinement des mœurs, les changements dans l'économie de l'affect propre à notre société occidentale ont profondément marqué l'organisation de l'espace intérieur et sont susceptibles d'agir sur une redéfinition des critères de bien-être. Ces données psychosociologiques sont de puissants révélateurs de changement et ont une incidence spatiale décisive. Elles définissent notamment le privé et le public, le dedans et le dehors, le plein et le vide, le chaud et le froid, le propre et le sale.

Actuellement, dans les sociétés occidentales ce modèle régit avec plus ou moins de pertinence et de bonheur l'organisation de l'habitation, que ce soit pour la maison individuelle ou l'immeuble collectif, en contexte urbain ou rural, et cela aussi

bien par rapport à l'aménagement de ses espaces internes qu'externes.

2. Quelques repères historiques

L'habitat est une réalité antérieure à l'homme, l'habitation est inhérente à l'homme, le logement tel que nous le connaissons date de la Révolution industrielle. Il n'est pas question de relater ici la passionnante histoire de l'habitation et du logement. Nous nous contenterons de rappeler quelques points de repère.

Avant la Révolution industrielle, pour l'immense partie des populations urbaines et rurales, l'habitation est un abri plutôt sommaire où, plus ou moins confusément, le privé et le public, le dedans et le dehors s'entremêlent, où le travail, le repos, le religieux, la récréation, la production et la consommation se côtoient, où des générations et des groupes très divers cohabitent, où personnes, biens, outils et animaux coexistent. L'habitation déborde largement sur la rue, la rue pénètre jusque dans le domicile de chacun.

A la campagne comme à la ville l'économie domestique suppose de pénibles et longs travaux de préparation de repas et d'entretien de la maison. L'amélioration des systèmes techniques urbains et domestiques ne déchargera que tardivement des tâches répétitives tout en améliorant les conditions d'hygiène (eau, énergie de lumière et de chauffage). L'approvisionnement en victuailles sera progressivement facilité par des circuits de distribution et préparation qui fonctionnent comme intermédiaire entre producteurs et consommateurs. De nombreuses activités domestiques disparaissent ou se simplifient dans des proportions considérables. Le foyer bourgeois délègue des services, l'appartement peut se réduire en surface, mais se trouve voué à des fonctions en partie nouvelles, comme l'éducation consciente des enfants et l'édification d'une intimité domestique.

La rationalisation inhérente à l'industrialisation naissante est transposée dans l'habitation: d'abord apparaît lentement la séparation entre le lieu de travail et celui de la résidence. C'est ainsi que naît une des caractéristiques du logement, dont le profil se précisera tout au long du XIXe et du XXe siècle. Avec la polarisation urbaine des emplois et de la population, fortement associée à l'industrialisation, se réalisent du même coup l'institution de la famille nucléaire et les valeurs de l'intimité, de

l'ordre domestique, de la propreté, de l'hygiène. Le principe «une famille nucléaire, un logement» devient un besoin vital. C'est le début de ce que d'aucuns appellent la tyrannie de l'intimité, la chute de l'homme public, la privatisation de l'espace résidentiel et de l'espace public.

Avec la concentration du capital nécessaire au développement industriel on assiste à des concentrations urbaines inconnues à cette date. Dès lors se constitue un marché du logement. La demande en logements est immense et ne cesse de croître. L'offre en revanche ne suit pas le mouvement, surtout en ce qui concerne le logement des classes populaires. Ce retard subsiste en dépit de l'action d'associations philanthropiques, de sociétés d'utilité publique, de coopératives. De cette époque à très récemment encore, le concept de logement est pour les milieux populaires associé à celui de pénurie, de promiscuité, de taudis, de surpeuplement.

Face à cette demande inextinguible, stimulée par les procédures de rationalisation mises en place dans l'industrie, architectes, ingénieurs et promoteurs précisent le concept de logement. Ils le définissent comme une machine à habiter. Ce qui signifie que le logement doit être conçu avant tout sous ses aspects fonctionnels comme le fait l'industrie pour l'automobile, l'avion ou le wagon de chemin de fer. Cette manière de concevoir le logement le réduit, d'une part, à des espaces sommaires et rigides, d'autre part, elle permet d'en envisager une production industrielle. Néanmoins, il restera longtemps encore le fait d'une multitude d'artisans. Inventée au début de ce siècle, cette formule, «le logement est une machine à habiter», ne sera appliquée avec toute ses potentialités que lors du redémarrage de la croissance économique et de l'urbanisation dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Dès lors la production de logements implique des appareils de programmation, de normalisation, de planification. Bref, le logement et sa production privée ou publique se bureaucratisent de manière spectaculaire. Cette bureaucratisation du logement se traduit notamment par des habitats du type grands ensembles, grands lotissements de villas, immeubles-tours. Actuellement, rares sont les opérations immobilières qui échappent à la prédominance des logiques fonctionnelles et économiques et, du coup, le logement est devenu

prioritairement l'affaire d'un réseau de spécialistes: architectes, promoteurs, planificateurs, ingénieurs, économistes, juristes, gestionnaires et régisseurs d'immeubles. Et les habitants? Quel est leur rôle? Le logement ne serait-il pas d'abord leur affaire?

Malgré un effort gigantesque de construction de logements à partir des années cinquante, dans les régions urbaines, la pénurie du logement continue à sévir et ce surtout aux dépens des milieux populaires, des jeunes en formation, des grandes familles, des personnes âgées. Parce que cette crise est porteuse de conflits sociaux et politiques, parce que les mouvements sociaux populaires sont convaincus que seuls les pouvoirs publics sont à même de réduire la pénurie, petit à petit se mettent en place des politiques publiques pour tenter d'atténuer les effets les plus scandaleux et dysfonctionnels de la crise du logement, voire de la résoudre. Dès lors, le logement se caractérise par une sixième logique: la logique politique. Elle est aussi lourde de conséquences que les cinq premières.

Bien que la crise n'ait pas été éradiquée (le sera-t-elle un jour?), il est incontestable que le parc de logements a considérablement été amélioré depuis le début de l'industrialisation en termes d'équipements de base, de surface et de qualité architecturale. Le surpeuplement, l'insalubrité, la promiscuité n'existent plus que de manière résiduelle; la pénurie ne concerne plus que 20 à 25% de la population, la surface moyenne aujourd'hui est de 34 m² par personne.

N'y aurait-il plus de problème de logement? Si, car d'une part, une minorité subit toujours des conditions d'habitation qui ne sont pas équitables et d'autre part, les acquis de ces cinquante dernières années ne peuvent être tenus pour absolus. Les conditions de vie se transforment sous l'effet des mutations techniques et économiques, la vie relationnelle et affective est dépendante de la transformation de la société, des rapports de dominance et de pouvoir.

3. Les déterminants sociaux contemporains de la demande en habitations à court et à moyen terme

Cette très brève rétrospective sur l'histoire de l'habitation nous permet de comprendre les principales caractéristiques de l'offre et de la demande de logements. Pourtant, pour tenter de mieux déchiffrer ce que sera

l'avenir de l'habitation, il faut bien comprendre la structuration des sociétés contemporaines et dégager de la masse des événements quotidiens ceux dont la dynamique est particulièrement forte et dont on peut supposer qu'ils seront structurants pour l'horizon 2000.

Nous retenons cinq changements contemporains dont on suppose qu'ils seront des déterminants de la demande en habitations à court et à moyen terme. A nos yeux ces changements ne sont pas le signe du déclin de la société, bien au contraire, ils sont annonciateurs d'une nouvelle société: la société programmée et hautement industrialisée.

3.1. La crise économique

L'économie européenne et bien sûr celle de la Suisse se sont fortement mondialisées et de ce fait depuis plus d'une dizaine d'années de nombreuses entreprises se trouvent dans une situation plus concurrentielle, ce qui signifie qu'elles sont ou bien condamnées à disparaître, ou bien obligées de délocaliser leurs unités de production dans les zones où la main-d'œuvre est meilleur marché, ou bien encore à augmenter leur productivité avec des nouvelles technologies. Cette troisième parade concerne toutes les branches d'activité. A ces questions de compétitivité et de productivité, que nous considérons premières pour expliquer la crise, se sont combinés plusieurs chocs pétroliers et surtout la saturation de la demande de nombreux biens de consommation comme l'automobile, les appareils ménagers, etc.

Bref, partout en Europe les emplois régressent et, avec une ampleur qui varie de société à société, dans ce contexte se profile l'émergence d'une société, aux inégalités nouvelles croissantes, qui instaure une participation duale à la dynamique et aux retombées du progrès économique et technologique.

3.2. Le sens du travail et les loisirs

Parallèlement à cette tendance le sens du travail change profondément. Au début de la Révolution industrielle une idéologie largement répandue donnait au travail une mission historique: la conquête et la domination du monde. La division du travail et l'automatisation intensément développées rendent certes plus productif le travail, mais dès lors il perd pour une majorité de travail-

leurs son sens. Le travail n'a guère plus qu'une vocation alimentaire. En même temps se développe la «civilisation» des loisirs suggérant que la vraie vie se situe dans le temps hors travail, dans le temps libre. Les gains de productivité et les revendications de salariés font que le temps de travail diminue et qu'une économie centrée sur les loisirs et la culture de masse se développe avec force. Le développement de cette civilisation des loisirs est rendu possible grâce à l'allongement du temps libre quotidien, hebdomadaire, saisonnier, par l'abaissement de l'âge de la retraite, par l'allongement du temps des études et par la formation permanente. Cette problématique est lourde de conséquences pour l'appropriation future du logement et des espaces résidentiels notamment.

3.3. L'émergence de nouveaux groupes sociaux

Comment ces changements au début des années huitante se traduisent-ils sur la division et la hiérarchisation de la population? En prenant en compte plusieurs recherches empiriques, nous avons construit une première typologie des habitants de la Suisse en les hiérarchisant selon des critères de statut socio-économique, d'âge, de modes de vie. En quelques mots nous vous présentons le résultat de cette classification qui retient cinq types d'habitants.

– *Les dirigeants* (env. 15%). Les membres de ce type se caractérisent par un pouvoir politique élevé, le plus élevé des cinq. Ce type regroupe une grande proportion de cadres moyens et supérieurs. Son ethos est fondé sur l'altruisme, le devoir, le travail, l'autorité, la santé. Les membres de ce type participent à de nombreuses et diverses associations et organisations où ils jouent un rôle très actif. Ils sont présents sur tout le territoire suisse.

– *Les conservateurs-modernistes* (env. 20%). Ce sont plutôt de jeunes citadins appartenant à la catégorie socioprofessionnelle des col-blancs. Ils adoptent avec enthousiasme la civilisation des loisirs, ils sont friands de la culture de masse; ils sont hédonistes et adeptes quasi inconditionnels des multiples formes de modernité.

– *Les conservateurs-traditionalistes* (env. 40%). Ils sont plutôt âgés et habitent surtout dans les régions périphériques. Ils restent acquis aux valeurs élaborées dans la so-

ciété capitaliste: travail, ordre, propreté, sécurité, propriété privée. Leur pouvoir politique n'est pas négligeable. Toutes les couches sociales participent à ce type.

– *Les anomiques* (env. 15%). Ce sont plutôt des citadins, jeunes et vieux, dont le niveau d'instruction est moyen et qui sont perturbés par le changement en général. Ils ont perdu leur identité, ils se sentent impuissants, ils ne croient plus à rien.

– *Les contestataires* (env. 10%). Ils regroupent des citadins jeunes dont le niveau d'instruction est relativement élevé: ce sont là trois traits très importants pour définir ce type. Par ailleurs ils contestent la Suisse dans sa structure actuelle, ils sont écologistes, «alternatifs» et conviviaux. Ils sont en quête de nouvelles structures communautaires et politiques.

3.4. La formation d'une urbanité d'un phénomène urbain nouveau

La région urbaine est typique de la société qui émerge. Dans les types de sociétés précédentes le niveau de développement social et technique, entre autres, a nécessité que presque tous les types d'activités socio-économiques, culturelles et politiques se concentrent dans des espaces restreints: les cités et les villes d'alors. Il n'en va plus de même dans les sociétés programmées naissantes. A cause des perfectionnements des moyens de transport et de communication, s'opère par rapport aux centres historiques une déconcentration des emplois et de l'habitation, dénommée d'abord explosion urbaine, suburbanisation, puis plus récemment contre-urbanisation, périurbanisation. Se constitue ainsi un espace immense hétérogène et discontinu, mais qui forme un tout «organique»: c'est la région urbaine. Elle doit être pensée non plus comme une trame bâtie dense et continue, mais en termes de réseau plus ou moins lâche de zones et d'équipements spécialisés.

Ces collectivités territoriales nouvelles que sont les régions urbaines sont des carrefours par rapport, d'une part, à une armature d'autres régions urbaines et métropoles de dimension nationale et mondiale, d'autre part, à un réseau de régions périphériques qui satisfont, entre autres, leurs besoins en main-d'œuvre, en matières premières et en zones vertes.

L'ancien centre historique n'a pas évidemment complètement perdu sa prééminence. Il constitue encore une des rares zones multifonctionnelles de la région urbaine où coexistent des activités directionnelles, commerciales, administratives, artisanales, ludiques, résidentielles. En moyenne, actuellement la commune centrale de la région urbaine abrite un peu moins de 50% de la population de ces entités.

En raison de la grande mosaïque et du kaléidoscope que constitue la région urbaine, la vie quotidienne des citadins se déroule dans des espaces successifs, séparés et cloisonnés. Schématiquement nous relevons trois types d'espace: le logement, le lieu de travail et celui de loisirs. Pour le logement, tout indique que le modèle culturel du privatisme, de l'individualité et l'intimité, façonné à la fin du XIXe siècle, a un fort bel avenir devant lui. Le deuxième espace, le lieu de travail, reste relativement riche en tensions, en relations interpersonnelles et en expériences socioculturelles, mais la perte de sens du travail le rend de moins en moins attractif. Quant au troisième espace, l'espace des loisirs, s'il ne se confond pas avec le logement, il se localise alors dans des lieux spécifiques comme stades, cinémas, cafés, restaurants, centres socioculturels, maisons de week-end, pistes de ski, plages, etc. L'automobile privée devient l'instrument privilégié de liaison entre ces trois espaces; elle contribue aussi fortement à l'individualité et à l'intimité.

3.5. Transformations démographiques et microsociales

Nous vivons actuellement des transformations démographiques importantes. Personne ne doute que les tendances suivantes très affirmées se prolongeront:

- régression et/ou stabilisation de la natalité;
- stabilisation de la mortalité et augmentation de l'espérance de vie;
- régression de la nuptialité et augmentation du divorce;
- allongement du temps de formation;
- abaissement de l'âge de la retraite;
- augmentation de diverses formes de décohabitation et de néoco-habitation.

Ces tendances combinées aux transformations socio-économiques susmentionnées font que la famille nucléaire classique se disloque pour faire place à une famille postmo-

derne. Ce terme signifie que les couples se forment plus jeunes sans nécessairement se marier; les couples mariés ne le sont plus nécessairement tous pour toute la vie; les familles à un parent augmentent; les postadolescents décohabitent. Le début de la vieillesse devient plus flou, et la distinction déjà observable entre troisième et quatrième âge s'accroît encore. Ces transformations démographiques impliquent que la sociabilité ne se développe plus principalement dans le cadre d'un ménage solvable, mais dans des réseaux de petits ménages informels et fluctuants où les solidarités familiales et parentales jouent un rôle certes important mais beaucoup plus souple que précédemment et qui ne sont pas nécessairement localisés dans le même quartier ou la même région. Ajoutons que ces changements stimulent une culture quotidienne domestique ou résidentielle ou encore une culture du chez-soi que nous avons déjà évoquée avec l'apparition de la région urbaine.

Michel Bassand,
Roger Perrinjaquet

Note bibliographique

Cet article résulte de nombreuses recherches de notre institut, l'Institut de Recherche sur l'Environnement Construit (IREC), notamment celles sur «La périurbanisation», «L'habitation 2000», «La réhabilitation de l'habitat rural». Cf. aussi les publications récentes suivantes:

M. Bassand: Villes, régions et sociétés, P. P. R. Lausanne, 1982; M. Bassand, G. Chevalier, E. Zimmermann: Politique et logement, P. P. R. Lausanne, 1984; M. Bassand, M.-C. Brulhardt, F. Hainard, M. Schuler: Les Suisses entre la mobilité et la sédentarité, P. P. R. Lausanne, 1985

M. B., R. P.



Bernard Pagés

Galerien

Anlikerkeller Bern

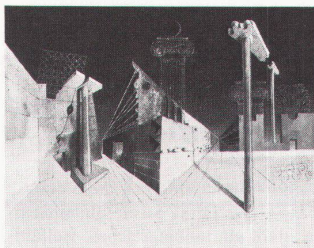
Martha Schweizer – Keramik
Marianne Theis – Indonesische Miniaturen
bis 31.10.

Skulpturenplatz am See Biel

Mary Z. Derungs
bis Oktober

Galerie Silvia Steiner Biel

Otto Tschumi – Häuser und Räume
19.10.–16.11.



Otto Tschumi

Galerie Tschudi Glarus

Eugène Ionesco – Gouaches und Originallithografien, Bücher
bis 30.11.

«spectrum» Galerie Kursaal Interlaken

Lermite
bis 26.10.

Galerie Pauli Lausanne

Jean Lecoultré – Peintures et pastels récents
bis 16.11.

Galerie de la Ratière Romont

Paul Messerli
bis 20.10.

Galerie Kunst und Design Zürich

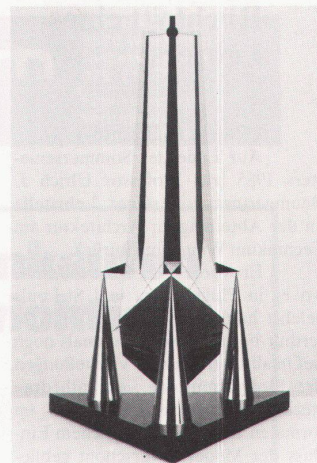
Alberto Juninger
bis 19.10.

storrer gallery zürich

Bernard Pagés – Skulpturen
bis 16.11.

Galerie Jamileh Weber Zürich

Santiago Calatrava – Skulpturen 1985
bis 9.11.



Kolloquium

Die europäische Raumordnungs-Charta als Auftrag

Überlegungen zu aktuellen Aufgaben der Raumplanung

Datum	Thema	Referent
31. Okt. 1985	Die Aufgaben der Raumplanung aus der Sicht der Raumordnungs-Charta	Prof. Dr. Jakob Maurer, Professor für Methodik der Raumplanung an der ETH Zürich
14. Nov. 1985	Grenzen und Möglichkeiten der Vorausschau	Prof. Dr. Bruno Fritsch, Professor für Nationalökonomie an der ETH Zürich
28. Nov. 1985	Ziele der Raumplanung	Prof. Dr. Gerd Albers, Direktor des Institutes für Städtebau der TU München
12. Dez. 1985	Die Zeit in der Raumplanung	Prof. Thomas Sieverts, Professor an der Technischen Hochschule Darmstadt
9. Jan. 1986	Mitwirkung der Bevölkerung aus sozialpsychologischer Sicht – Folgen für die Raumplanung	Prof. Dr. Karl H. Delhees, Institut für Verhaltenswissenschaft an der ETH Zürich
23. Jan. 1986	Koordination aus der Sicht der empirischen Soziologie	Prof. Dr. Kurt Freisitzer, Professor am Institut für Soziologie der Karl-Franzens-Universität Graz
6. Febr. 1986	Koordination raumwirksamer Tätigkeiten in der Praxis	Dr. Walter Skopalik, Oberseknatsrat, Leiter des Koordinationsbüros der Stadt Wien
20. Febr. 1986	Grenzüberschreitende Zusammenarbeit	Dr. Günter Mudrich, Europarat, Abteilung Raumordnung und Denkmalschutz Strasbourg

Das Kolloquium findet donnerstags, 17.15 bis ca. 19.00 Uhr, statt im Hörsaal HG F5, Hauptgebäude der ETH Zürich-Zentrum.

Das Kolloquium ist öffentlich, die Teilnahme ist gratis. Eine Einschreibung ist nicht erforderlich.